

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 12/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CONSTELLIUM NEUF BRISACH**

USINE DE BIESHEIM  
ZIP RHENANE NORD RD 52  
68600 BIESHEIM

Références : 0469\_2022\_06\_27\_CONSTELLIUM\_BIESHEIM\_VIIC  
Code AIOT : 0006700469

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 BIESHEIM. L'inspection a été annoncée le 24/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 BIESHEIM
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

L'établissement est spécialisé dans la transformation de l'aluminium.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Evolutions réglementaires pos-Lubrizol sur les liquides inflammables
- Gestion de la sous-traitance
- Mesures de maîtrise des risques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Identification des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe 1	/	Sans objet
2	Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe 1	/	Sans objet
3	Evaluation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 de l'annexe 1	/	Sans objet
4	Liquides inflammables : bilan de conformité	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V	/	Sans objet
6	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 8.5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection ne relève pas de non-conformité sur l'ensemble des prescriptions contrôlées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Identification des entreprises extérieures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'Inspection les procédures de gestion de la sous-traitance. Des permis de travail et plans de prévention sont établis et permettent d'identifier les sous-traitants et les types de travaux à réaliser. Les besoins en formation et habilitations requises y sont également définis. Une visite préalable sur site est réalisée afin d'évaluer les risques liés aux travaux et à la co-activité. L'Inspection a demandé à rencontrer un employé d'une société sous-traitante qui était présent le jour de la visite pour des travaux sur la station de GPL. Il était en possession d'un plan de prévention et d'un permis de travail. Il a suivi une formation "d'accueil sécurité" qui est renouvelée tous les ans. Il avait connaissance des consignes de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Information / formation du personnel sous traitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispense une formation d'accueil formalisée pour les intervenants extérieurs sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.  Les inspecteurs des installations classées pour la protection de l'environnement ayant réalisé l'inspection ont dû suivre cette formation dès leur arrivée sur le site.  La formation effective et les habilitations des intervenants extérieurs sont vérifiés par l'exploitant dans le cadre des plans de prévention et permis de travail.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Evaluation des entreprises extérieures :**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
<b>Constats :</b> L'exploitant évalue les sous-traitants. Il a présenté à l'Inspection le tableau de synthèse de l'évaluation des entreprises intervenants durant le premier semestre 2022. Ce tableau est basé sur des indicateurs comme la sécurité, la réactivité ou la qualité de la prestation. Des visites de chantiers sont réalisées par l'exploitant durant les interventions des sous-traitants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Liquides inflammables : bilan de conformité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bilan de conformité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.
<b>Constats :</b> L'établissement étant susceptible de stocker 160 tonnes de liquides inflammables en contenant fusible, il est ainsi soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020 relatif au stockage en récipient mobile de liquides inflammables.  L'Inspection a demandé l'état des stocks afin d'identifier le volume de liquides inflammables présent sur le site le jour de la visite. Le volume alors présent était de 115 tonnes.  Conformément aux prescriptions de cet arrêté, l'exploitant a fourni un bilan de conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel sus-cité.  Plusieurs non-conformités y sont relevées (capacité des rétentions et détection incendie).  Concernant l'application de l'ensemble des prescriptions de l'arrêté sus-cité, l'inspection rappelle que la première échéance est fixée au 1er janvier 2023 (pour une première partie des prescriptions), et que la deuxième échéance est fixée au 1er janvier 2026 (pour le reste des prescriptions).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2016, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection Chlore
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.5.4 DETECTION : (confidentiel)
<b>Constats :</b> L'Inspection a souhaité procéder au test de la MMR n°6 (Mesures de Maîtrise des Risques) et ne relève aucune remarque sur le test effectué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet